



C'est par la lutte que nous gagnerons ! Tou-tes en grève le 22 mars !



Macron ne l'avait pas caché durant la campagne présidentielle : il avait pour ambition de remodeler la société française selon sa vision du monde ultralibéral en ne se préoccupant que des « premiers de cordée ». C'est donc sans vergogne et totalement décomplexé que son gouvernement s'attaque à l'ensemble de la population dans un projet global de transformation de la société. Des jeunes lycéen-nes et étudiant-es aux retraité-es en passant par les salarié-es du public comme du privé et les privé-es d'emploi, nul n'est épargné par les réformes enclenchées par Macron et les tenants du libéralisme.

Ne nous leurrions pas, c'est une refonte structurelle de notre modèle social qui est « en marche » avec en point d'orgue l'individualisation de la situation au travail et de vie de chacun-e. Arguant de prétextes plus fallacieux les uns que les autres pour les justifier aux yeux de l'opinion publique, les réformes s'enchaînent à coup de pseudo concertations ou négociations, mais surtout d'ordonnances et de passages en force, pour détruire les garanties collectives et individuelles et rogner sur les droits et les conquies.

Ainsi selon le gouvernement :

- ce serait pour renforcer la solidarité entre les générations (avec des retraité-es qui auraient « connu les trente glorieuses ») que la CSG est augmentée de 1,7 %.
- Ce serait pour abolir le tirage au sort à l'entrée de certaines filières de l'université (ce que dénonçait depuis longtemps la FERC) que la sélection a été généralisée à l'ensemble des filières universitaires.
- Ce serait pour simplifier le baccalauréat qu'il sera désormais à la carte dans chaque établissement et que l'on demandera aux jeunes de « choisir » pour une orientation quasiment irréversible dès la 2^{nde}.

- Ce serait pour renforcer l'attractivité de la voie professionnelle initiale que les lycées professionnels seront livrés au tout apprentissage.
- Ce serait pour renforcer le droit à la qualification de chaque salarié-e que le Congé Individuel de Formation (CIF) et les organismes qui géraient la formation professionnelle sont anéantis au profit d'une monétarisation dangereuse et ridicule (entre 500 et 800€ par an au lieu d'un temps défini de formation) du Compte Personnel Formation qui ne servira plus qu'à alimenter les « marchands de soupe » de la formation privée.
- Ce serait pour ouvrir les droits à l'allocation chômage aux démissionnaires, qui en fait ne seront qu'une dizaine de milliers car il faudra un projet « réel et sérieux » d'évolution professionnelle, que l'assurance chômage encouragera l'explosion de la précarité, les contrats courts ou le travail non salarié mais faussement indépendant, les sanctions pour les salarié-es privés d'emploi pour les forcer à accepter ces emplois aux conditions de travail et de rémunération dégradées.
- Ce serait le statut des cheminot-es qui obérerait le bon fonctionnement du service public ferroviaire (et non l'ouverture à la concurrence, le manque d'entretien des lignes, le tout TGV et le non financement des travaux de modernisation) : supprimer l'emploi stable en renforçant la précarité fera certainement arriver les trains à l'heure !
- Ce serait pour « renforcer les droits des salarié-es » que les Institutions Représentatives du Personnel sont fusionnées et vidées de leur contenu (CHSCT, DP, CE) et pour améliorer les conditions/temps de travail et les salaires qu'ils sont laissés à l'appréciation de chaque entreprise via la loi travail XXL.

Et dans l'avenir :

- ce serait pour « renforcer les droits » de tou-ttes à la retraite que le gouvernement veut passer d'un système à prestations définies (chacun-e sait ce qu'il touchera à l'issue de sa carrière) à un système à cotisations définies, sans garantie des prestations, système par points où le niveau de la retraite fluctue selon les aléas des marchés comme les fonds de pensions.
- Ce serait pour renforcer, toujours, les services publics que le statut de la fonction publique sera la prochaine cible du gouvernement car il serait inadmissible que certain-es soient « privilégiés » et échappent à la concurrence libre et non faussée de l'Union Européenne, à la marchandisation et à la précarité !

Pour la FERC CGT, l'ensemble de ces réformes, qui sont toutes en lien les unes avec les autres, n'a qu'un seul objectif : affaiblir l'ensemble des services publics, construire « l'employabilité » de chaque salarié-e en remplaçant les qualifications et les diplômes par des compétences et des « savoir-être » et ce, dès la formation initiale, détruire l'ensemble de la protection sociale solidaire en la fiscalisant et à terme en la privatisant. Ces réformes s'ajoutent aux attaques subies par la Fonction Publique, et que la FERC a déjà dénoncées : mise en place de la rémunération au mérite avec le RIFSEEP, remise en cause du statut avec l'instauration du PPCR, baisse du pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence.

Chaque salarié-e, privé-e d'emploi, retraité-e, jeune l'aura compris : c'est une véritable attaque d'ampleur contre les droits individuels et collectifs, la destruction en profondeur de notre modèle social qui est à l'ordre du jour du gouvernement. C'est donc tout aussi massivement que le monde du travail doit riposter au monde de la finance par une mobilisation intergénérationnelle et la plus large possible. Quand l'ensemble de nos champs sont attaqués (Education, Enseignement supérieur et Recherche, Formation Professionnelle, Associations et Culture), c'est tou-ttes ensemble que nous devons nous mobiliser.

La FERC CGT appelle l'ensemble des salarié-es et retraité-es de ses champs à participer à la journée de grève et de manifestations du 22 mars 2018 à Paris et partout en territoire.

Qui sommes-nous ?

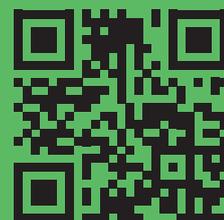
Au sein de la CGT, la Fédération Education Recherche et Culture (FERC CGT) regroupe les syndicats de l'Education nationale, de l'Enseignement et de la formation privés, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, de la Recherche, des CFA, de l'Education populaire, de la Culture, du Sport, de l'Animation, des MFR, des CROUS...

Dans ses champs de syndicalisation, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, la FERC construit avec ses organisations fédérées des démarches revendicatives, des luttes indispensables pour reprendre l'offensive et faire avancer les revendications des salarié.es et retraité.es en matière d'Éducation, de Recherche et de Culture. Il s'agit de mettre ces activités au service de l'émancipation de toutes et tous, de la transformation de la société et d'une véritable démocratie sociale. Cela nécessite le développement des services publics et d'un secteur associatif et d'Éducation populaire porteur réellement de valeurs de progrès.

Coordonnées :

263 rue de Paris - case 544
93515 Montreuil Cedex
01-55-82-76-12
ferc@cgt.fr

Suivez nous sur notre site internet
www.ferc-cgt.org



Tract 22 mars FP
Mars 2018



Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite: Prendre contact Me syndiquer

Nom (Mme/M.) Prénom :
Tel : Mel :
Adresse :
Code postal : Commune :
Secteur d'exercice :
Lieu d'exercice :

Retour à FERC CGT 263 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cedex

